



INSTITUT
POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 22 juin 2017

Madame la garde des Sceaux, un chantier titanesque vous attend !

L'Institut pour la Justice, think tank citoyen œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **prend acte de la nomination de Mme Nicole Belloubet en tant que ministre de la justice et attend d'elle les réformes courageuses qui mettront fin à la dégradation de notre justice pénale.**

Les maux à l'origine de la décrépitude de notre justice sont malheureusement nombreux. La durée des procédures, le retard et même parfois l'inexécution des peines alimentent toujours plus le sentiment d'impunité des délinquants.

Le sous-équipement carcéral contrarie les programmes de réinsertion et expose détenus et surveillants à une violence intolérable.

Les lacunes en matière de droit des victimes continent enfin d'accroître, chaque jour, le sentiment d'injustice ressenti par les Français.

L'Institut pour la Justice espère que Mme Nicole Belloubet prendra à bras le corps ces sujets et qu'elle donnera à la justice les moyens de mener à bien ses missions. Cela passera notamment par un plan ambitieux de construction de places de prison, la diversification des types de structures de détention, le développement du travail et de programmes d'accompagnement des détenus en prison, le renforcement des effectifs qui accompagnent les magistrats, ainsi que l'accroissement des droits accordés aux victimes.

L'Institut pour la Justice adresse ses bons vœux de succès à Mme Nicole Belloubet et ne manquera pas de lui rappeler les réformes incontournables qui doivent être menées.

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.